

# Les Africains veulent-ils encore de la démocratie?

Par Robert Mattes et Michael Bratton

Synthèse de Politique No. 36, Afrobaromètre | Novembre 2016

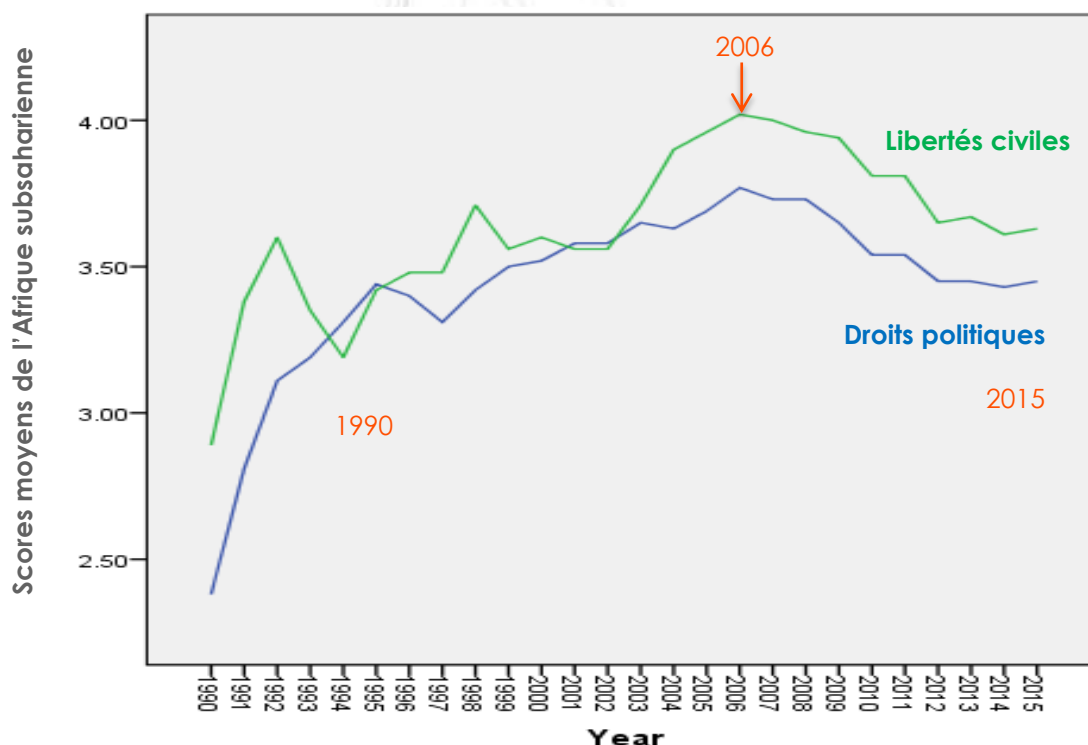
## Introduction

A en juger par les titres qui font la une des médias, la démocratie semble être mise à rude épreuve partout par des leaders comme Vladimir Putin en Russie, Recep Tayyip Erdogan en Turquie, et Yoweri Museveni en Ouganda. Pourtant les sociologues savent qu'il y a souvent une disparité entre ce qui transparaît des bulletins d'actualités ou des médias sociaux et les tendances profondes et réelles. A titre d'exemple, l'intérêt médiatique aux guerres en Syrie et en Irak suggère une montée des conflits dans le monde. Pourtant par rapport aux siècles précédents et depuis la fin de la Guerre Froide, les conflits aussi bien internationaux que civils sont au plus bas (Human Security Report Project, 2014). Le contraste est le même entre les perceptions alimentées par les médias et les tendances réelles de la pauvreté globale. La sagesse commune suggère une aggravation des conditions de vie sur une planète surpeuplée, tandis que des indicateurs empiriques démontrent que, entre 1990 et 2010, le taux global de pauvreté extrême a été réduit de moitié (Economist, 2013).

Le même type de disparités existe-t-il en ce qui concerne la démocratie? Surtout en Afrique, où beaucoup de présidents s'accrochent au pouvoir (comme au Cameroun, en République Démocratique du Congo, en Ouganda, et au Zimbabwe), manipulent les élections (comme au Burundi, au Gabon, et en Zambie), ou ignorent les institutions de responsabilité publique (comme en Afrique du Sud), l'on pourrait raisonnablement conclure que la démocratie en Afrique n'est qu'une façade érigée pour faire plaisir à un public crédule dans le reste du monde.

Cependant ce point de vue ne tiendrait pas compte du fait que plus de la moitié de tous les Africains vivent aujourd'hui dans des démocraties électorales multipartites fonctionnelles qui sont manifestement plus libres que les régimes militaires ou de parti unique qui dominaient auparavant le continent. De même, les avancées enregistrées après 1990 dans les pays africains en termes de libertés civiles et droits politiques culminèrent en 2006, tout au moins d'après les experts cités par Freedom House (voir Figure 1). Une telle évolution dans le monde a conduit quelques analystes à conclure que l'Afrique fait actuellement partie d'une récession démocratique internationale (Diamond, 2015).

**Figure 1: Evolution de la démocratie en Afrique, 1990-2015** | scores moyens inversés de Freedom House | 49 pays d'Afrique subsaharienne





En d'autres termes, une multiplicité d'éléments peut être vérifiée: La démocratie peut paraître dans le déclin, mesurée par un indicateur à court terme, en même temps qu'elle peut être jugée vivace et satisfaisante, étant donné que le continent est tout de même beaucoup plus démocratique qu'il ne l'était auparavant, vu sur un terme plus long.

Compte tenu de ces possibilités mitigées, ce rapport retrace les opinions des citoyens ordinaires de 36 pays africains. Désirent-ils une forme démocratique de gouvernement, ou ce que nous appelons « demande de démocratie »? En suivant régulièrement 16 pays africains pendant une décennie, Afrobaromètre a précédemment démontré une progression régulière de la demande populaire de démocratie (Bratton & Houessou, 2014). Pourtant de grandes proportions d'Africains demeurent sceptiques quant à « l'offre de démocratie » par leurs dirigeants politiques actuels.

Dans ces conditions, les Africains continuent-ils de considérer la démocratie comme la meilleure forme de gouvernement disponible? Ou les tendances globales qui remettent en cause les attraits de la démocratie ont-elles commencé à se répandre à travers l'Afrique?

## Enquêtes d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherches panafricain et indépendant qui conduit des enquêtes sur les attitudes du public envers la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes à travers plus de 30 pays d'Afrique. Cinq rounds d'enquêtes ont été conduits entre 1999 et 2013, et les résultats du Round 6 (2014/2015) sont actuellement en cours de publication. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs nationaux qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2% (pour un échantillon de 2.400 répondants) ou +/-3% (pour un échantillon de 1.200 répondants) à un niveau de confiance de 95%. Les entrevues du Round 6 avec 53.935 citoyens représentent les opinions de plus de trois-quarts de la population du continent.

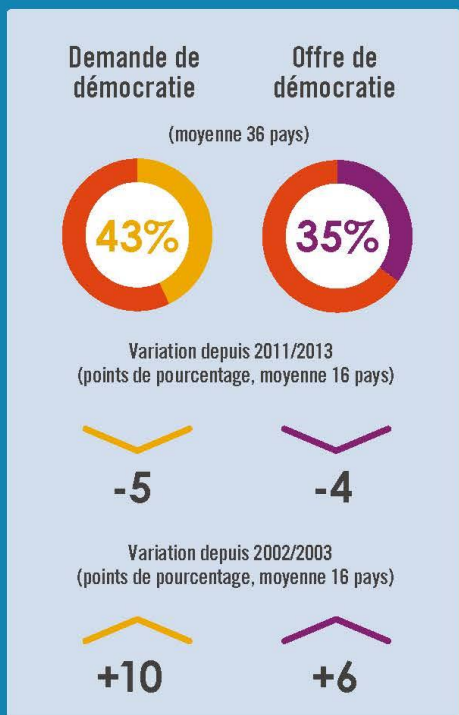
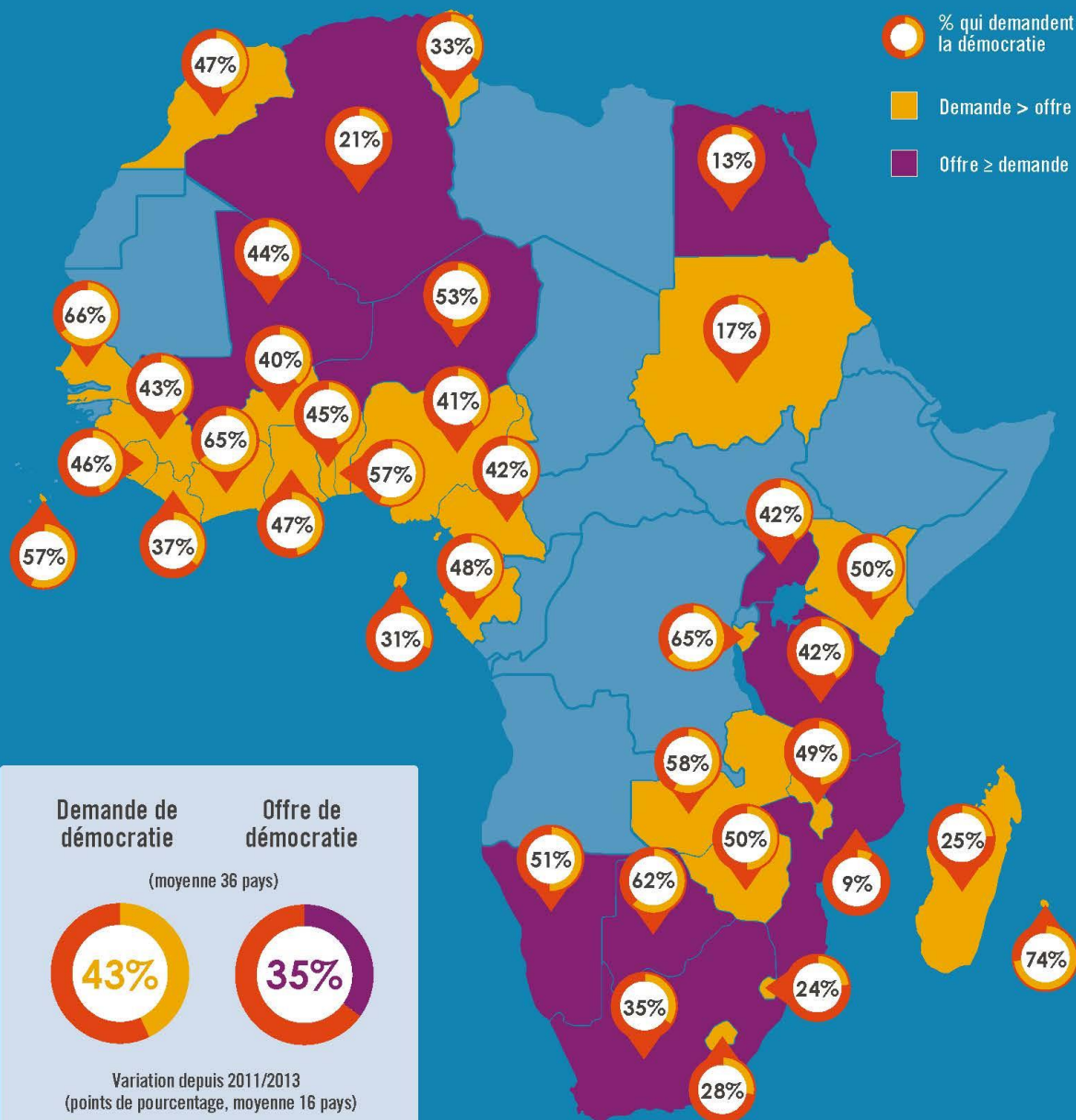
Cette synthèse de politique s'appuie principalement sur les données du Round 6, avec des comparaisons d'une période à l'autre sur 34 pays qui ont été enquêtés durant le Round 5 et ainsi que le Round 6, aussi bien que des comparaisons sur une période plus longue en ce qui concerne 16 pays suivis depuis le Round 2 (2002/2003) (voir l'annexe pour une liste de pays et les dates d'enquêtes).

## Résultats clés

- En moyenne à travers le continent, les Africains soutiennent la démocratie comme régime politique favori. De grandes majorités également rejettent les régimes autoritaires alternatifs tels que les dictatures présidentielles, les régimes militaires, et les régimes de parti unique. Des proportions plus petites s'accordent sur tous les quatre aspects de cette préférence de la démocratie, un index que nous appelons « demande de démocratie ».
- De grosses différences s'observent d'un pays à un autre par rapport aux niveaux de demande de démocratie. Par exemple, alors que trois sur quatre répondants au Ile Maurice sont des démocrates constants et engagés, moins d'un sur 10 Mozambicains mérite la même description.
- Démographiquement, la demande est la plus élevée parmi ceux qui vivent dans les villes, ont une formation universitaire, et/ou occupent des postes dans les professions de classe moyenne. Il y a également un écart important entre genres, les femmes étant sensiblement moins susceptibles de demander la démocratie que les hommes.
- À travers 34 pays enquêtés durant les deux plus récentes enquêtes d'Afrobaromètre, la demande populaire de démocratie a augmenté dans 10 pays, a diminué dans 14 pays, et est demeuré essentiellement pareille dans 10 pays.

# Démocratie en Afrique: Demande et offre

36 pays africains | 2014/2015



- Quant aux tendances à plus long terme dans 16 pays enquêtés depuis 2002, un retournement de tendance a mis fin depuis 2012 à une tendance décennale régulièrement à la hausse de la demande de démocratie.
- La qualité des élections contribue à expliquer la demande de démocratie. Les pays africains ayant des élections de grande qualité sont plus susceptibles de connaître des augmentations de la demande populaire de démocratie que les pays dont les élections sont de mauvaise qualité.
- Signe porteur d'espoir pour le futur de la démocratie, la demande populaire de démocratie excède encore les perceptions des citoyens quant à l'offre de démocratie dans la plupart des pays africains (26 sur 36 en 2015).

## Mesure des attitudes envers la démocratie en Afrique

Depuis 2000, Afrobaromètre a posé aux répondants la même série de questions pour mesurer leurs préférences en ce qui concerne les régimes politiques. Pour évaluer le niveau du soutien populaire à la démocratie, nous demandons :

*Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre propre opinion ?*

1. *La démocratie est préférable à tout autre système de gouvernement.*
2. *Un gouvernement non-démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.*
3. *Pour quelqu'un comme moi, peu importe le système de gouvernement dans notre pays.*

Plus de 53.000 entrevues avec des citoyens de 36 pays africains en 2014/2015 révèlent un niveau assez élevé d'assentiment public quant à la position de favorite de la démocratie comme système de gouvernement. Environ deux-tiers (67%) de tous les répondants affirment que la démocratie est toujours préférable (Figure 2). Seuls 11% disent qu'un régime non-démocratique pourrait être parfois préférable. Le contrepoint affirme que « peu importe » le système de gouvernement dans leur pays (12%) ou qu'ils « ne savent pas » (10%).

Un consensus continental apparent en faveur de la démocratie commence à paraître tout à fait différent dès lors que nous descendons au niveau national. Le soutien populaire à la démocratie est exprimé par plus de huit sur 10 répondants dans les démocraties fonctionnelles les plus vieilles du continent (Botswana, Ile Maurice, et Sénégal). Mais des niveaux tout aussi élevés de soutien sont également perçus dans les sociétés qui s'efforcent d'implanter la pratique démocratique (telle que le Burkina Faso, la Guinée, et la Côte d'Ivoire). Le soutien à la démocratie était même extrêmement élevé au Burundi (86%) dans une enquête de 2014 conduite avant que le président-candidat ne s'attribue un troisième mandat illégal au pouvoir.

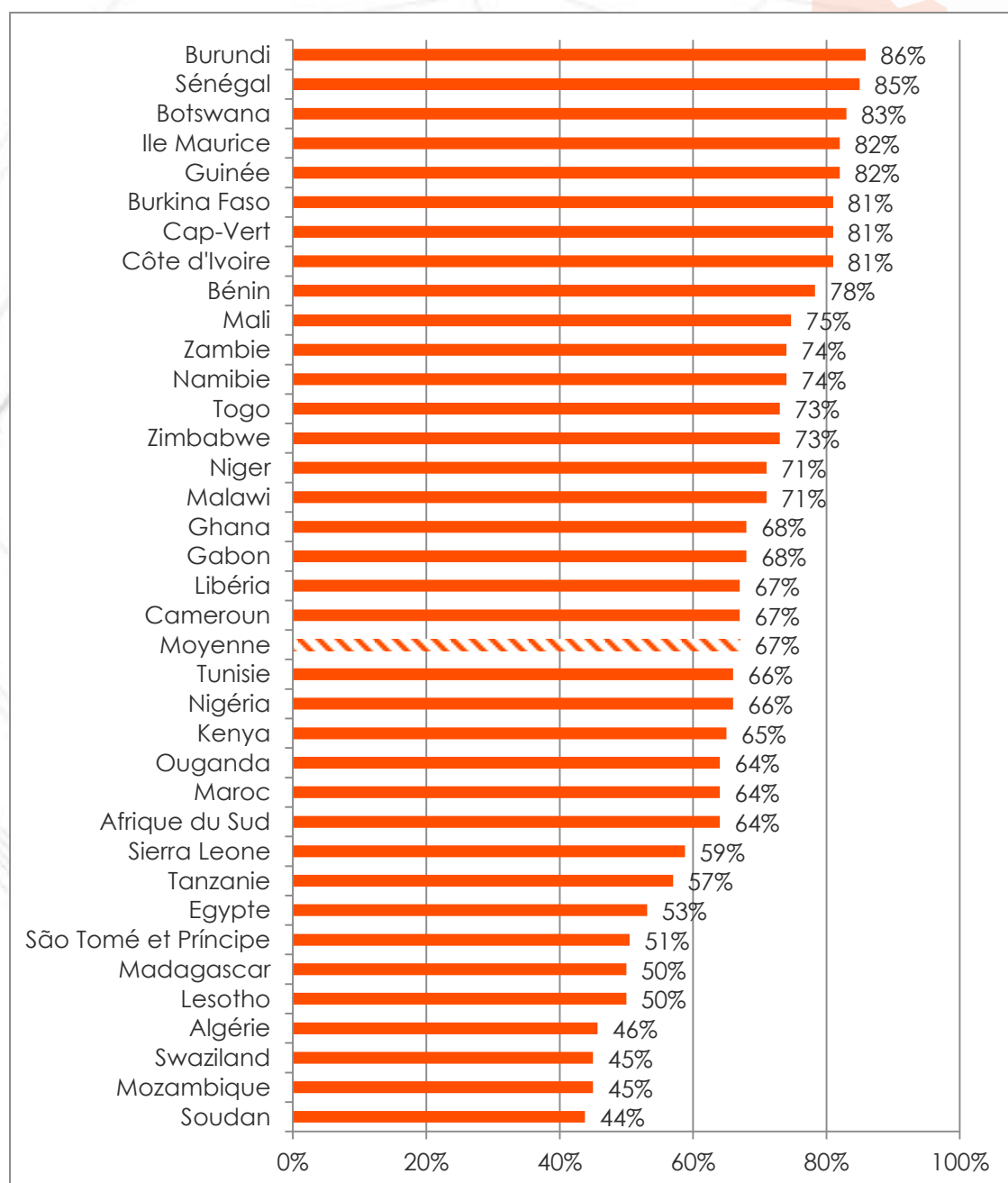
D'un autre côté, moins de la moitié de tous les citoyens partagent ce sentiment en Algérie, au Swaziland, en Mozambique, et au Soudan, dont aucun n'est actuellement une démocratie électorale fonctionnelle. La monarchie du Swaziland n'organise même pas l'élection directe des représentants politiques dont le chef de gouvernement.

De plus, parmi les partisans déclarés de la démocratie, certains pourraient simplement apporter un soutien de façade. Afin de sonder la profondeur de l'engagement démocratique populaire, nous demandons également aux gens d'évaluer les systèmes alternatifs non-démocratiques, en posant la question :

*Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes ?*

- *Seul un parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.*
- *L'armée intervient pour diriger le pays.*
- *Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse seul décider de tout.*

Figure 2: Soutien à la démocratie | 36 pays | 2014/2015



**Question posée aux répondants:** Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.

Affirmation 2: Un gouvernement non-démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.

Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.  
(% qui répondent que la démocratie est préférable)

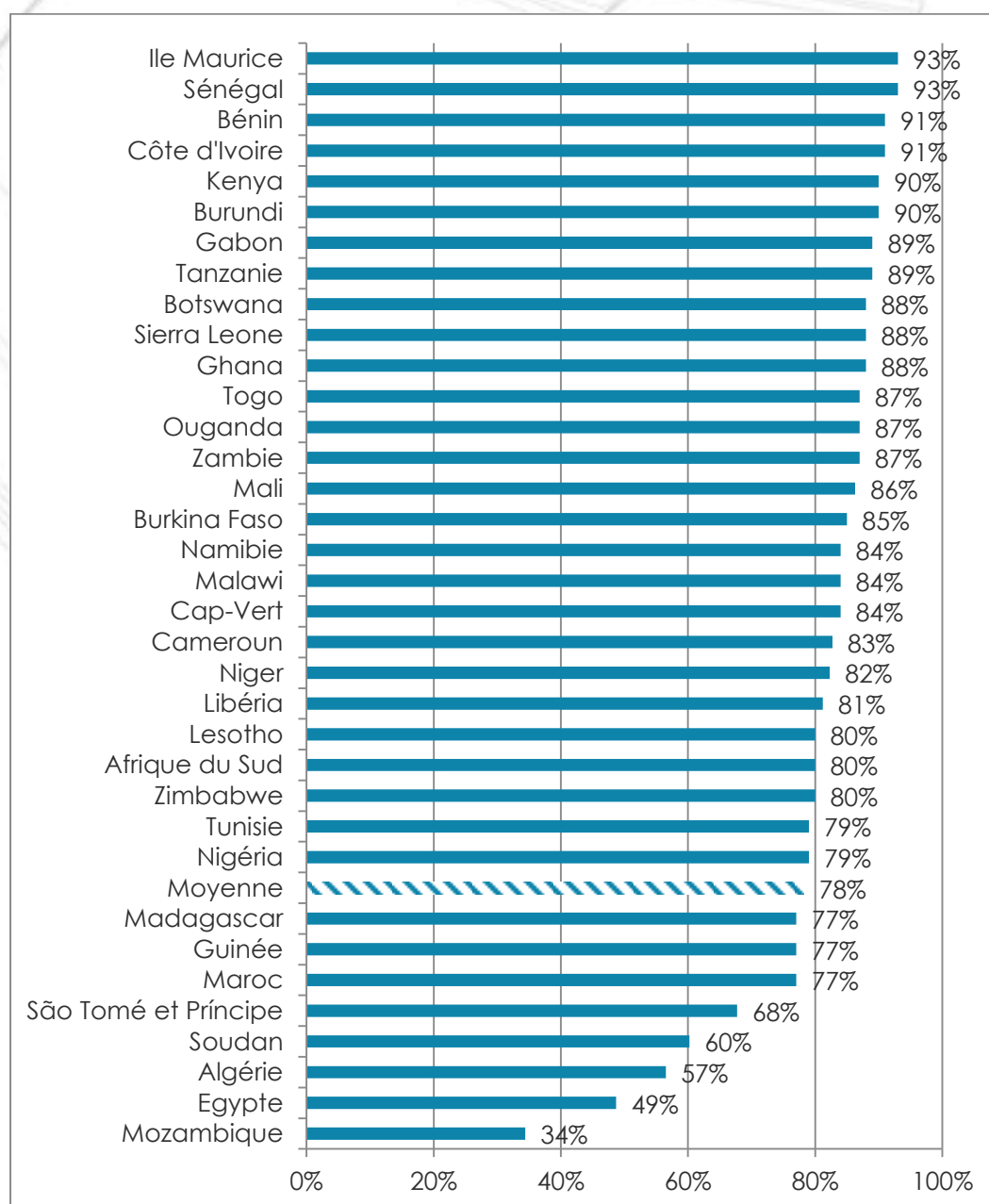
Le résultat escompté est que, en plus de dire qu'ils soutiennent la démocratie, les démocrates engagés rejettent aussi systématiquement les types de systèmes autoritaires que les pays africains ont connus de par le passé. Approximativement trois sur quatre répondants le font: En moyenne, 78% rejettent la dictature présidentielle et le système de parti unique et 73% rejettent les régimes militaires comme options viables de gouvernement pour leurs pays.

Dans le même temps, d'importantes poches d'approbation de la pratique autoritaire peuvent être perçues: Tandis que seuls 10% sont en faveur de la dictature d'un homme, 16%

approuvent explicitement un régime de parti unique, et jusqu'à 19% acceptent un régime militaire. Les autres réponses sont relatives aux gens qui ne sont ni d'accord ni en désaccord ou qui affirment qu'ils « ne savent pas ».

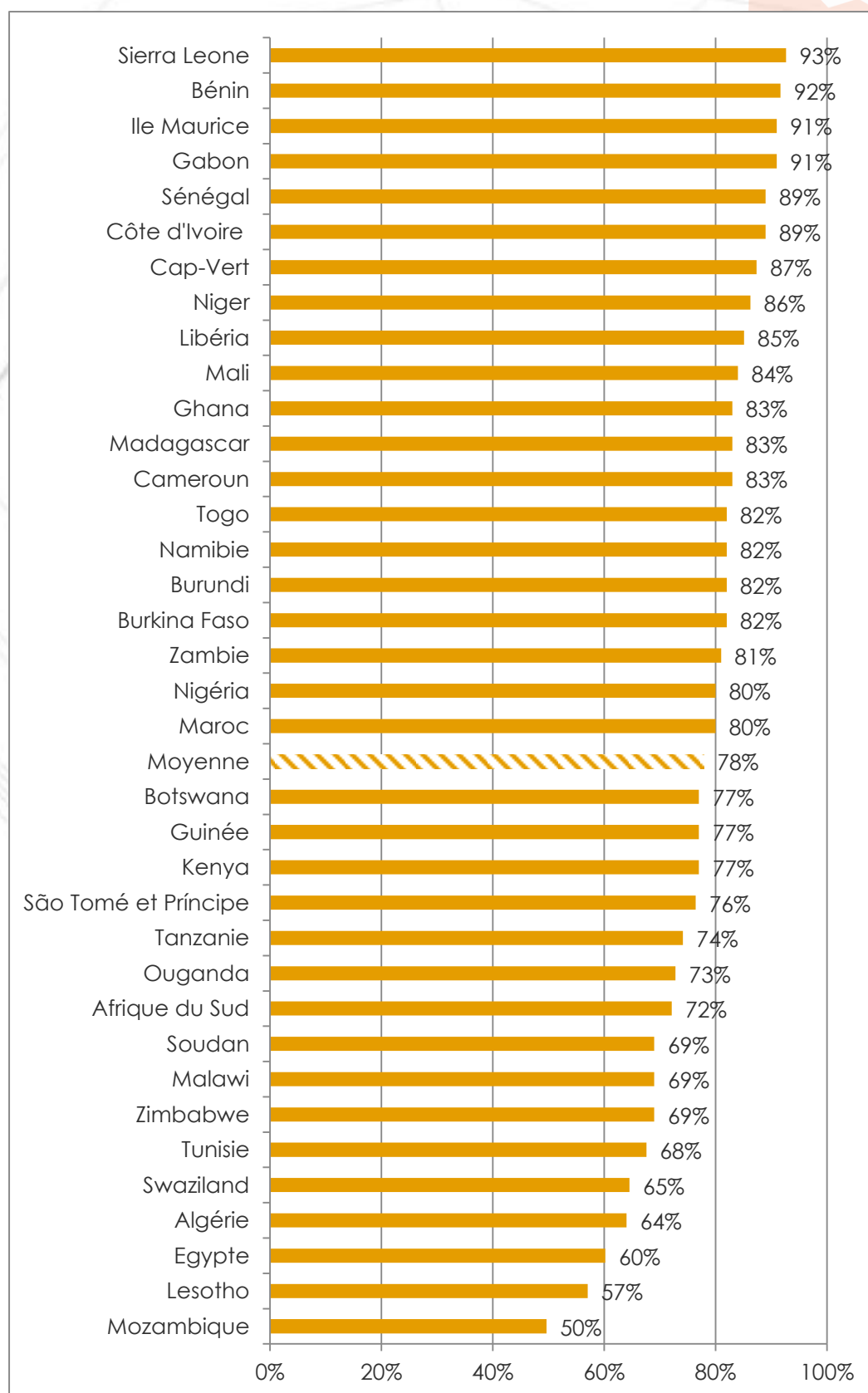
Au niveau national, plus de 90% rejettent la dictature présidentielle en Ile Maurice, au Sénégal, au Bénin, et en Côte d'Ivoire, contre seulement 49% en Egypte et 34% en Mozambique (Figure 3). Tandis que plus de 90% rejettent le régime de parti unique en Sierra Leone, au Bénin, en Ile Maurice, et au Gabon, cette opinion n'est partagée que par 50% seulement en Mozambique et 57% au Lesotho (Figure 4). Enfin, en ce qui concerne les régimes militaires, plus de 90% de Mauriciens et Kenyans n'approuvent pas que l'armée « intervienne pour diriger le pays » pourtant seules quelques minorités expriment ces inquiétudes en Egypte (33%), en Mozambique (43%), et au Soudan (46%) (Figure 5).

**Figure 3: Rejet de la dictature présidentielle | 36 pays | 2014/2015**



**Question posée aux répondants:** Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante: Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse seul décider de tout?  
 (% qui sont en « désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

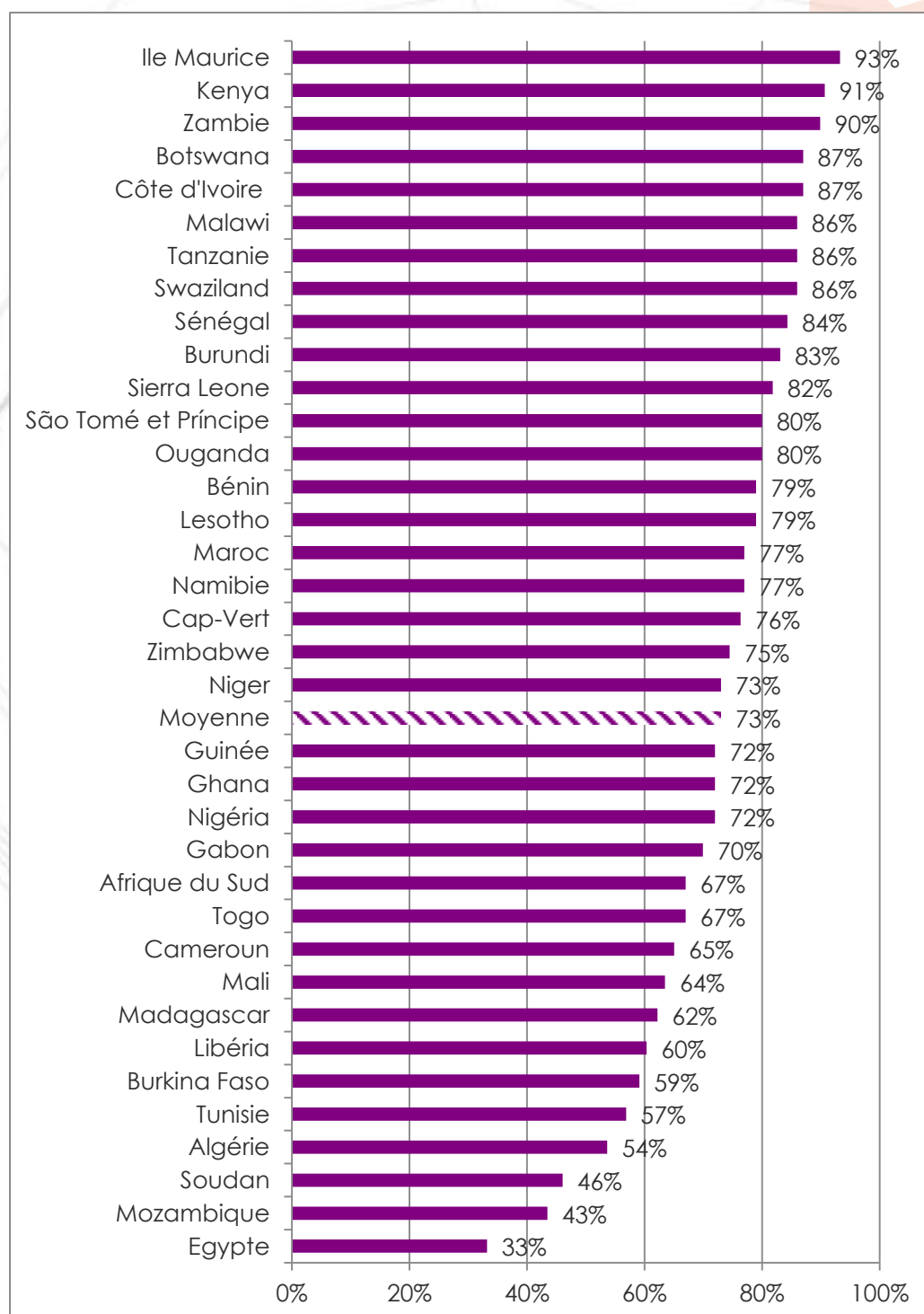
Figure 4: Rejet du régime de parti unique | 36 pays | 2014/2015



**Question posée aux répondants:** Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante: Seul un parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner?  
 (% qui sont en « désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)



Figure 5: Rejet du régime militaire | 36 pays | 2014/2015



**Question posée aux répondants:** Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante: L'armée intervient pour diriger le pays?  
 (% qui sont en « désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

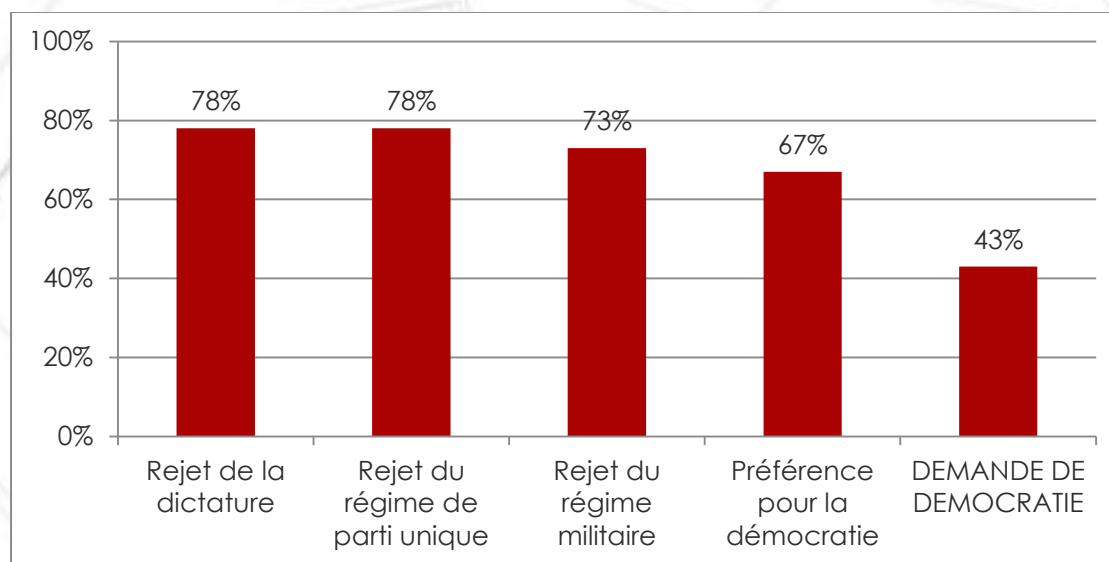
### Demande de démocratie

Mais combien les Africains sont-ils constants dans leurs attitudes pro-démocratiques? Un grand nombre de personnes pourraient aisément donner une réponse « pro-démocratique » à toute chose. Par exemple, ils peuvent affirmer soutenir la démocratie, ou rejeter la dictature présidentielle, ou rejeter les régimes militaires, ou encore rejeter le régime de parti unique.

Mais ont-ils toutes ces attitudes en même temps? Nous affirmons que seuls les démocrates engagés pourraient exprimer constamment des attitudes pro-démocratiques envers tous les quatre éléments. Nous désignons un index de ces éléments sous l'appellation « demande de démocratie ».

En fait, moins de la moitié (43%) de tous les Africains enquêtés à travers 36 pays peuvent être considérés comme des démocrates engagés en ce sens qu'ils donnent constamment des réponses pro-démocratiques à chacun des quatre éléments de l'index (Figure 6).

**Figure 6: Principales attitudes envers la démocratie | 36 pays | 2014/2015**



**Questions posées aux répondants:**

1. Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes?

- A. Seul un parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.
- B. L'armée intervient pour diriger le pays.
- C. Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse seul décider de tout.

(% qui sont en « désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec chaque alternative)

2. Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?

- Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.
- Affirmation 2: Un gouvernement non-démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.
- Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.

(% qui affirment que la démocratie est préférable)

Demande de démocratie: % qui préfèrent la démocratie et rejettent tous les trois alternatives autoritaires.

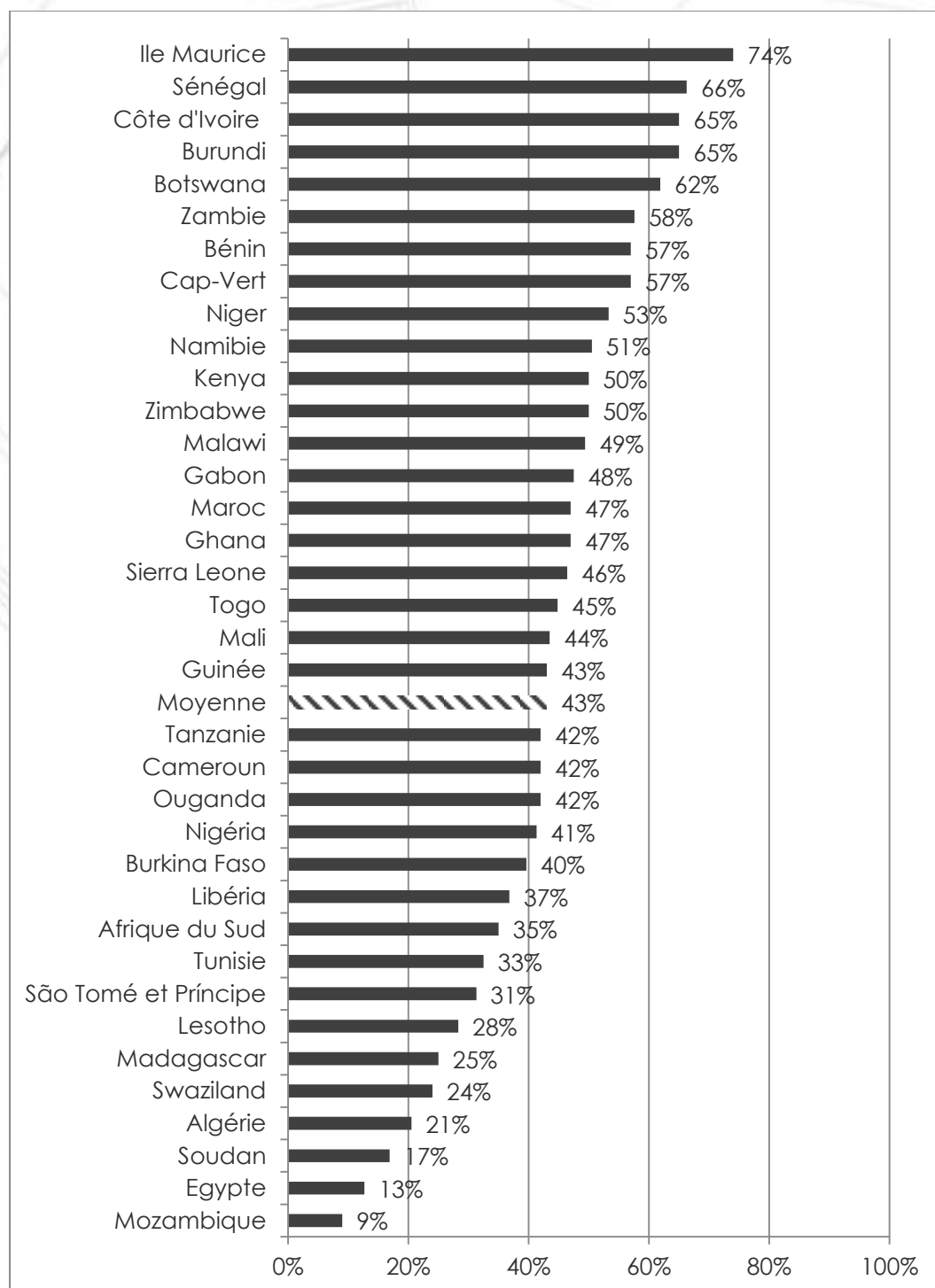
Comme l'on aurait pu s'y attendre, il y a de grandes disparités d'un pays à l'autre dans la demande de démocratie à travers le continent (Figure 7). À l'extrémité la plus démocratique de ce continuum, trois sur quatre Mauriciens (74%) sont des démocrates constants et engagés. La demande est également élevée (au-delà de 60%) au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Burundi, et au Botswana.

En revanche, la demande est basse (entre 20% et 40%) au Libéria, au Lesotho, à Madagascar, au Swaziland, et en Algérie. Il est frappant combien de démocraties africaines se retrouvent dans cette catégorie, y compris l'Afrique du Sud, la Tunisie, et São Tomé et Príncipe, ce qui implique une disparité entre la présence d'institutions démocratiques et l'absence d'orientations démocratiques au sein de la population.

La demande de démocratie est très basse (en-dessous de 20%) au Soudan et en Egypte. Tout au bas de l'échelle, moins d'un sur 10 Mozambicains (9%) peuvent actuellement être qualifié de démocrate engagé.

Ainsi présentés, les résultats portant sur la demande de démocratie révèlent une évaluation peu reluisante de la culture politique démocrate de l'Africain lambda et un rappel que, dans une perspective ascendante, l'Afrique a encore beaucoup de chemin d'ici la mise en place de régimes démocratiques viables.

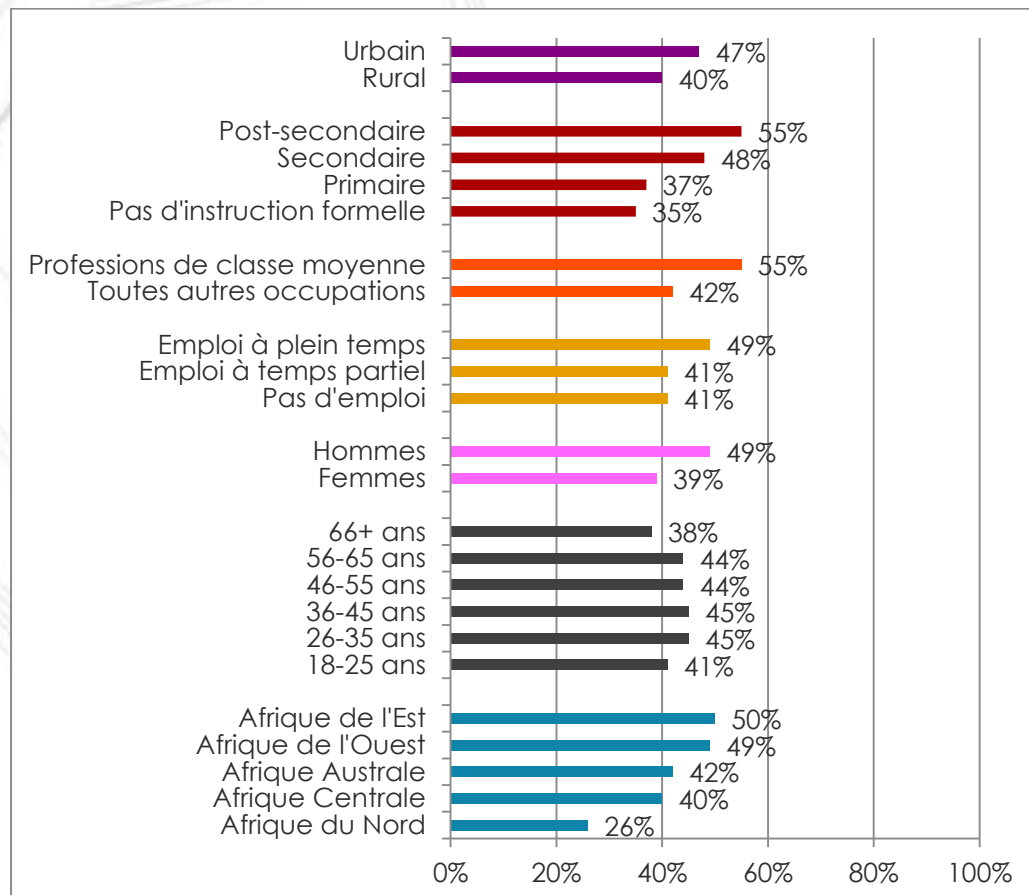
**Figure 7: Demande de démocratie | 36 pays | 2014/2015**



(% qui demandent la démocratie, c.-à-d. qui préfèrent la démocratie et rejettent tous les trois régimes autoritaires)

Au-delà des disparités qui existent d'un pays à l'autre, il existe également des tendances régionales et démographiques importantes de demande de démocratie. La demande est la plus élevée en Afrique de l'Est (50%) et en Afrique Occidentale (49%) et la plus basse en Afrique du Nord (26%). Et à travers le continent, la demande de démocratie est la plus élevée parmi les populations urbaines (47%), ayant reçu une formation universitaire (55%), et occupant des postes de classe moyenne (55%) (Figure 8). Il existe également un écart important entre sexes, les femmes (39%) étant sensiblement moins susceptibles de demander la démocratie que les hommes (49%).

**Figure 8: Demande de démocratie** | par indicateurs démographiques | 36 pays  
| 2014/2015



(% qui demandent la démocratie, c.-à-d. qui préfèrent la démocratie et rejettent tous les trois régimes autoritaires)

### Variations de la demande de démocratie

Pour récapituler: Environ trois-quarts des Africains rejettent les régimes autoritaires, et environ deux-tiers affirment que la démocratie est toujours préférable. En d'autres termes, les gens sont plus sûrs du genre de régime politique qu'ils *ne veulent pas* (peut-être sur la base d'une expérience antérieure de régime autoritaire) que du genre de régime qu'ils *veulent* avec certitude (c'est-à-dire, quelque chose que l'on appelle « démocratie »).

Plus important, moins de la moitié de tous les citoyens enquêtés sont des démocrates engagés, c.-à-d., qu'ils donnent des réponses pro-démocratiques constantes à travers quatre questions principales de l'enquête. En outre, les résultats affichent d'énormes disparités d'un pays à l'autre.

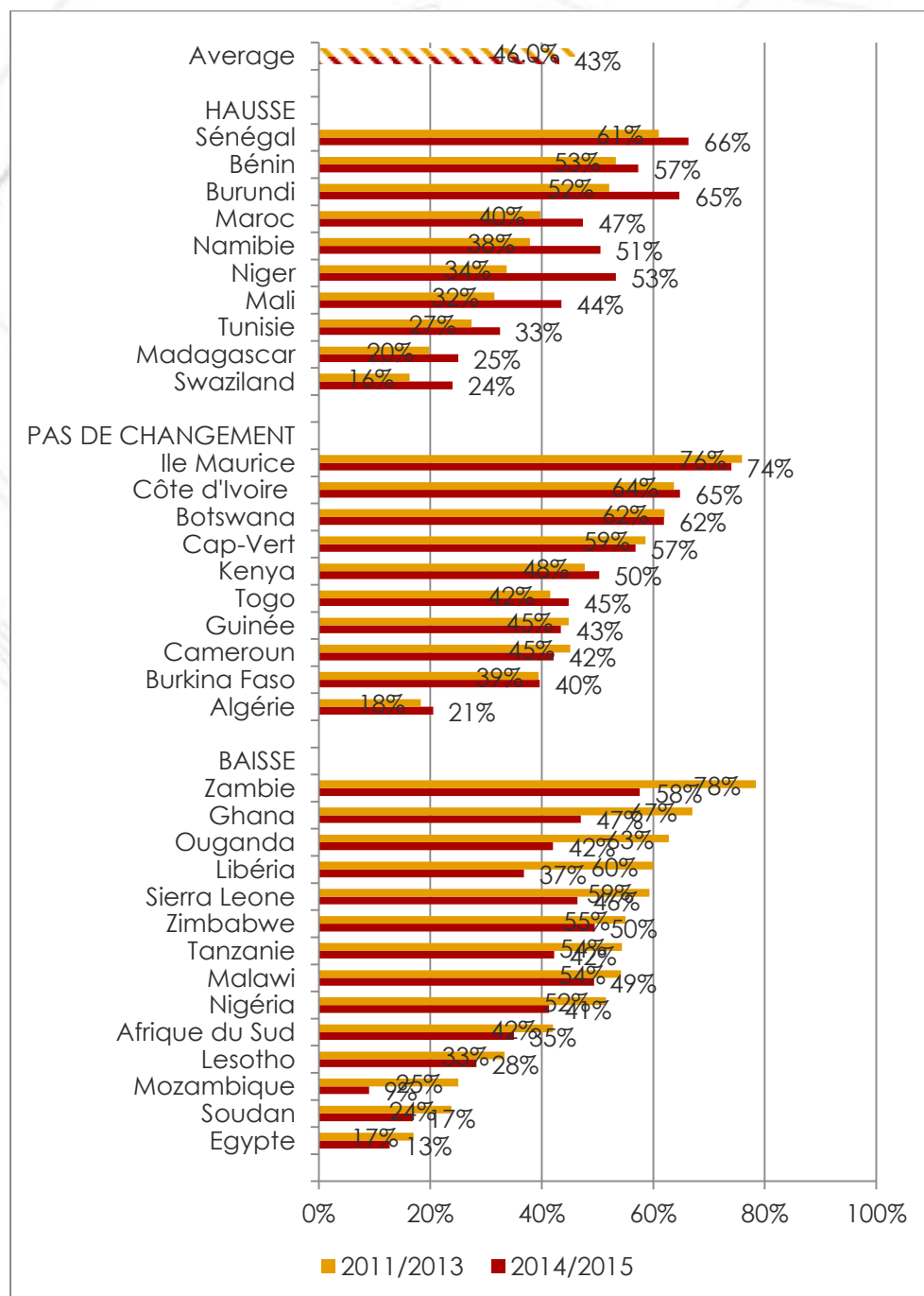
Cet aperçu de la situation actuelle ne nous donne cependant aucune indication quant à la hausse ou la baisse de la demande populaire de démocratie. En vue de combler ce

manque, nous commençons à passer en revue les 34 pays couverts aussi bien par le Round 5 d'Afrobaromètre (en 2011/2013) que par le Round 6 (en 2014/2015).<sup>1</sup>

En 2015 dans ces 34 pays, le niveau moyen de la demande de démocratie s'élève à 43%, légèrement en deçà des 46% du Round 5.


Comme toujours, les tendances sont beaucoup plus drastiques et diverses au niveau national (Figure 9).

**Figure 9: Variations de la demande de démocratie | 34 pays | 2011-2015**



(% qui demandent la démocratie, c.-à-d. qui préfèrent la démocratie et rejettent tous les trois régimes autoritaires)

<sup>1</sup> Le Gabon et São Tomé et Príncipe étaient enquêtés lors du Round 6 mais pas lors du Round 5.



Du côté positif, la demande populaire de démocratie a *augmenté* dans 10 pays, avec des gains très substantiels au Niger (+20 points de pourcentage), au Burundi (+13 points), en Namibie (+13 points), et au Mali (+12 points). A titre d'exemple, les citoyens du Mali se réjouissaient apparemment du retour à la gestion du pouvoir par un gouvernement civil élu en 2013 après une rébellion ethnique, une insurrection *djihadiste*, et un coup d'état militaire en 2012.

Dans 10 autres pays, il n'y avait *aucun changement statistiquement important*. Ce groupe inclut tant les démocraties libérales fonctionnelles où la demande est demeurée stable à des niveaux très élevés (telles que l'Ile Maurice) que les pays non-démocratiques où la demande est demeurée à des niveaux très bas (tels que l'Algérie). D'ailleurs, le régime particulièrement autoritaire de l'Algérie (avec la participation des militaires à la politique) a échappé aux soulèvements populaires massifs du Printemps Arabe qui a secoué ses voisins en 2011 et 2012.

Du côté négatif, la demande de démocratie a *diminué* dans 14 pays, avec des baisses substantielles au Libéria (-23 points de pourcentage), en Zambie (-21 points), en Ouganda (-21 points), au Ghana (-20 points), en Mozambique (-16 points). En Mozambique, les partisans du gouvernement et de l'opposition sont de plus en plus polarisés, une situation qui se manifeste dans conflits armés.

### *Variations de la demande de démocratie à plus long terme*

Afin d'avoir une perspective à plus long terme, nous étudions les variations d'une période à l'autre dans un groupe plus réduit de 16 pays dans lesquels Afrobaromètre a conduit au moins cinq enquêtes depuis 2002.<sup>2</sup>

Sur cette période plus longue, les attitudes pro-démocratiques affichent une tendance régulière à la hausse au cours des 10 années entre 2002 et 2012, suivie d'une chute à partir de 2012 (Figure 10). L'indice de demande de démocratie et les quatre attitudes qui la composent suivent des tendances semblables.

Ces tendances répercutent au niveau individuel le modèle observé plus haut au niveau national (voir la Figure 1). Dans ce cas, cependant, le point d'inflexion auquel les attitudes positives deviennent négatives apparaît légèrement plus tard. Parmi la populace qui juge la démocratie sans information préalable, la demande de démocratie diminue après 2012, tandis que parmi les experts qui jugent l'exécution démocratique du point de vue de Freedom House, la diminution de la qualité de la démocratie était déjà visible après 2006.

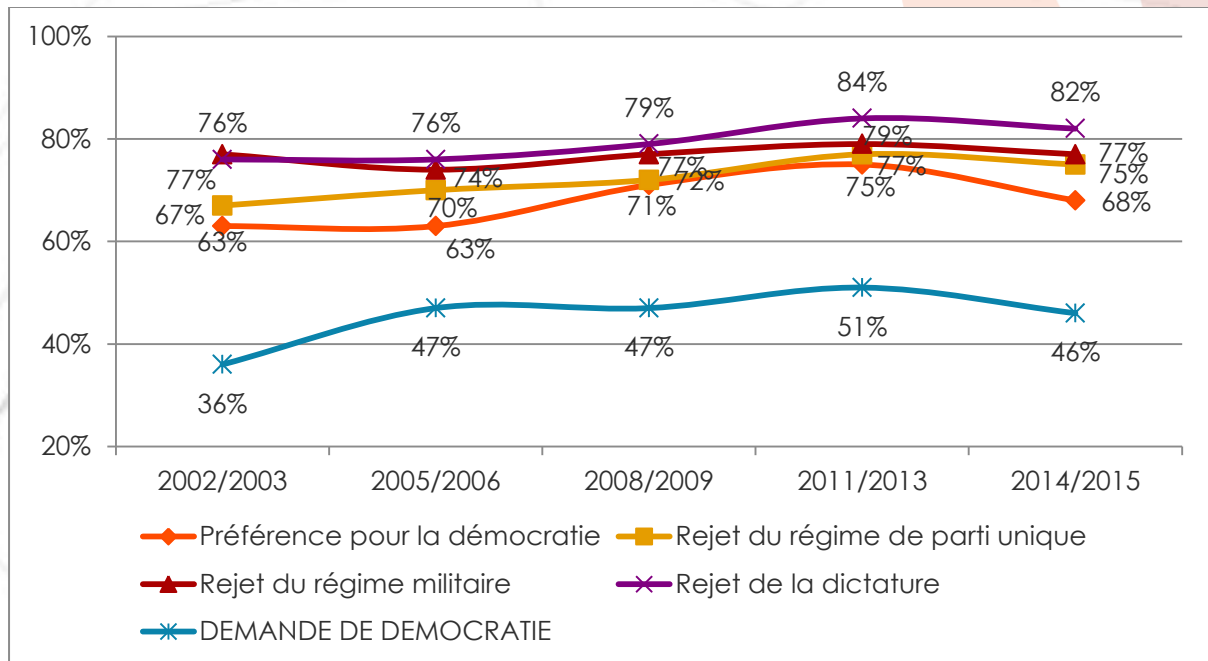
Une interprétation de ce décalage serait que les experts externes, à l'écoute des signes avant-coureurs de recul constitutionnel, pourraient identifier une démocratie en voie de dégradation avant que cette dégradation ne se manifeste dans un déclin dans la demande populaire de démocratie. Aussi, la décennie 2000-2010 était une période de grande croissance économique pour plusieurs pays africains; la prospérité relative pourrait avoir masqué le déclin progressif des libertés civiles et des droits politiques, qui n'est devenu évident qu'après que la croissance économique ait commencé à piétiner. Alternativement, l'avènement d'une petite classe moyenne avec des valeurs entrepreneuriales, consommatrices, et cosmopolites, ainsi que la révolution des communications menée par les téléphones cellulaires et les médias sociaux, pourraient avoir tout récemment conduit à des niveaux plus élevés de citoyenneté critique.

Le principal point, cependant, est que la baisse de la demande populaire de démocratie après 2012 est conforme à un débat portant sur le début d'une récession démocratique progressive affectant l'ensemble du continent africain.

---

<sup>2</sup> Afrique d Sud, Botswana, Cap-Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Sénégal, Tanzanie, Ouganda, Zambie, et Zimbabwe.

**Figure 10: Les Africains veulent-ils de la démocratie? Tendances moyennes | 16 pays | 2002-2015**



**Questions posées aux répondants:**

1. Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes?

- A. Seul un parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.
- B. L'armée intervient pour diriger le pays.
- C. Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse seul décider de tout.

(% en « désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec chaque alternative)

2. Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.

Affirmation 2: Un gouvernement non-démocratique peut être préférable dans certaines circonstances.

Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.

(% qui affirment que la démocratie est préférable)

Demande de démocratie: % qui préfèrent la démocratie et rejettent tous les trois alternatives autoritaires.

Ici encore, cependant, les pays africains s'établissent des trajectoires distinctives. Pour suivre ces parcours dans la plupart des pays et sur la période la plus longue possible, nous étudions 20 pays dont nous disposons des données pour au moins trois enquêtes. Nous constatons que ces pays se répartissent en trois catégories, dont chacune affiche une trajectoire distincte quant à la demande de démocratie sur la décennie écoulée ou plus.

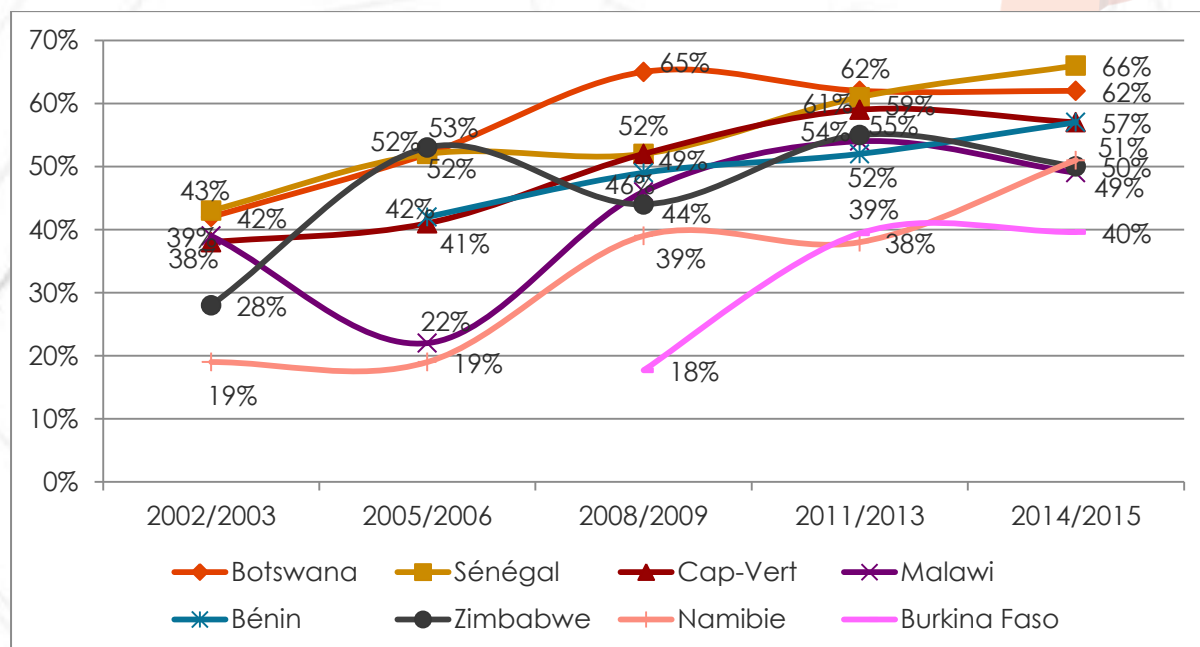
1. Accroissements sur le long terme. Dans le premier groupe de huit pays, nous percevons de bonnes nouvelles: La demande de démocratie s'est constamment accrue dans le temps, dotant chaque pays d'un groupe de soutien à la démocratie beaucoup plus important maintenant qu'à la première prise de mesures (Figure 11).

À l'extrémité supérieure, quelques pays ont connu la croissance régulière d'une cohorte importante de démocrates engagés. Presque deux-tiers des citoyens demandent maintenant la démocratie au Sénégal (66%, un gain de 23 points de pourcentage depuis 2002/2003) et au Botswana (62%, un gain de 20 points). Ce bloc social fournit une base culturelle favorable à l'enracinement des institutions et pratiques démocratiques.

Même à l'extrémité inférieure, où seule la moitié ou moins des citoyens sont des démocrates engagés, quelques pays ont connu récemment des avancées impressionnantes de la

demande de démocratie, tels que la Namibie (+32 points de pourcentage), le Sénégal (+23 points), le Zimbabwe (+22 points), et le Burkina Faso (+22 points). Ce groupe de pays est complété par le Cap-Vert (+19 points), le Bénin (+15 points), et le Malawi (+10 points).

**Figure 11: Accroissements sur le long terme de la demande de démocratie | 8 pays**  
| 2002-2015



(% qui demandent la démocratie, c.-à-d. qui préfèrent la démocratie et rejettent tous les trois régimes autoritaires)

**2. Basse et stagnante.** Les nouvelles sont moins positives pour un second groupe de cinq pays où la demande de démocratie n'a jamais excédé 45% et où les fluctuations dans le temps sont généralement volatiles. Ce groupe comprend l'Afrique du Sud, le Lesotho, Madagascar, le Mali, et la Mozambique (Figure 12).

Peut-être que le cas le plus étonnant dans ce groupe est celui de l'Afrique du Sud, où un peu plus d'un tiers de tous les adultes (seulement 35% en 2015) ont réellement été des démocrates engagés à un moment ou à un autre. Une explication plausible serait que, depuis 1994, les Sud-Africains n'ont jamais connu une alternative autoritaire extrême, par exemple un régime militaire ou une dictature présidentielle, au point d'en être dégoûtés. Cela dit, un niveau constamment bas de la demande populaire de démocratie en Afrique du Sud laisse la porte ouverte à la corruption rampante de l'élite de miner un ensemble sinon solide d'institutions démocratiques.

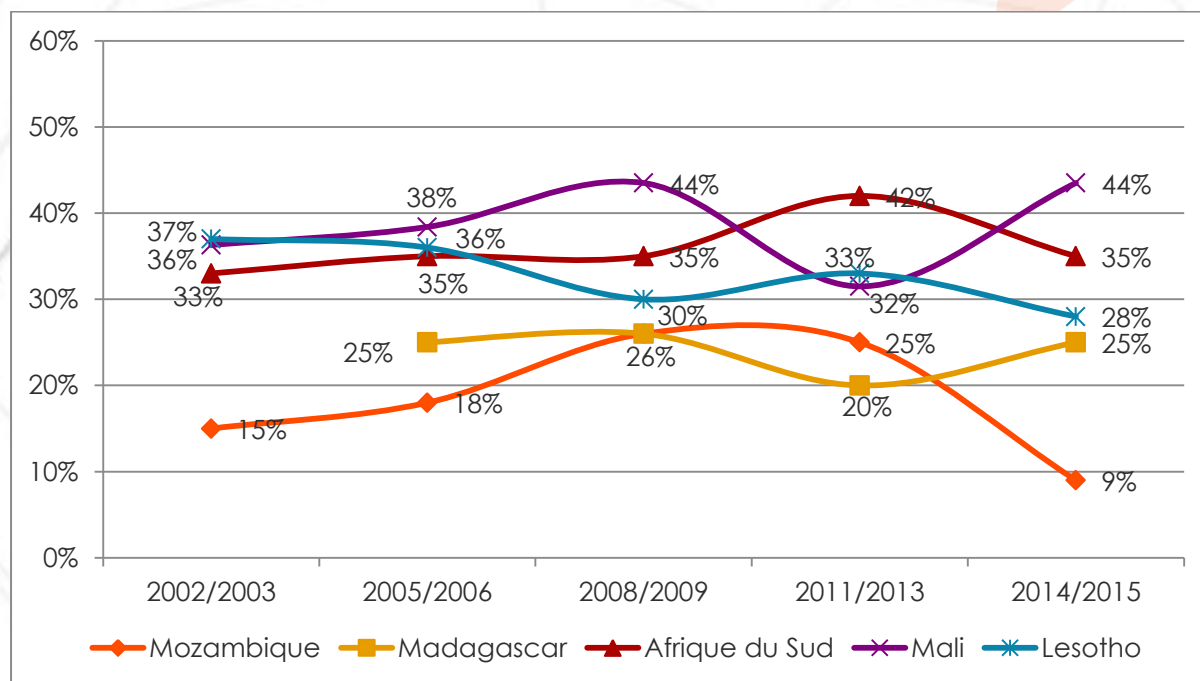
**3. Récents revers.** Un autre type de mauvaise nouvelle marque un troisième groupe de sept pays. Chacun de ces pays a initialement connu un accroissement de la demande de démocratie, excédant toujours 50% (jusqu'à même 78% en Zambie !) avant 2012. Ensuite, cette tendance s'est brusquement inversée, se stabilisant souvent en-dessous de 50% de demande de démocratie avant 2015 (Figure 13). En effet, cette tendance commune à ce groupe de pays – qui comprend l'Ouganda, le Ghana, la Tanzanie, le Nigéria, le Libéria, la Zambie, et le Kenya – stimule la réduction continentale dépeinte à la Figure 10.

Le Ghana se démarque dans ce groupe comme exemple de cette récente désillusion populaire par rapport à la démocratie. Jusqu'en 2012, le Ghana était considéré comme une des démocraties électorales les plus prometteuses de l'Afrique avec son système bipartite, ses alternances électorales pacifiques, sa commission électorale bien organisée, et son système judiciaire à même de statuer sur des différends d'ordre électoraux. Même lorsque ces institutions étaient encore formellement en place, les enquêtes d'Afrobaromètre



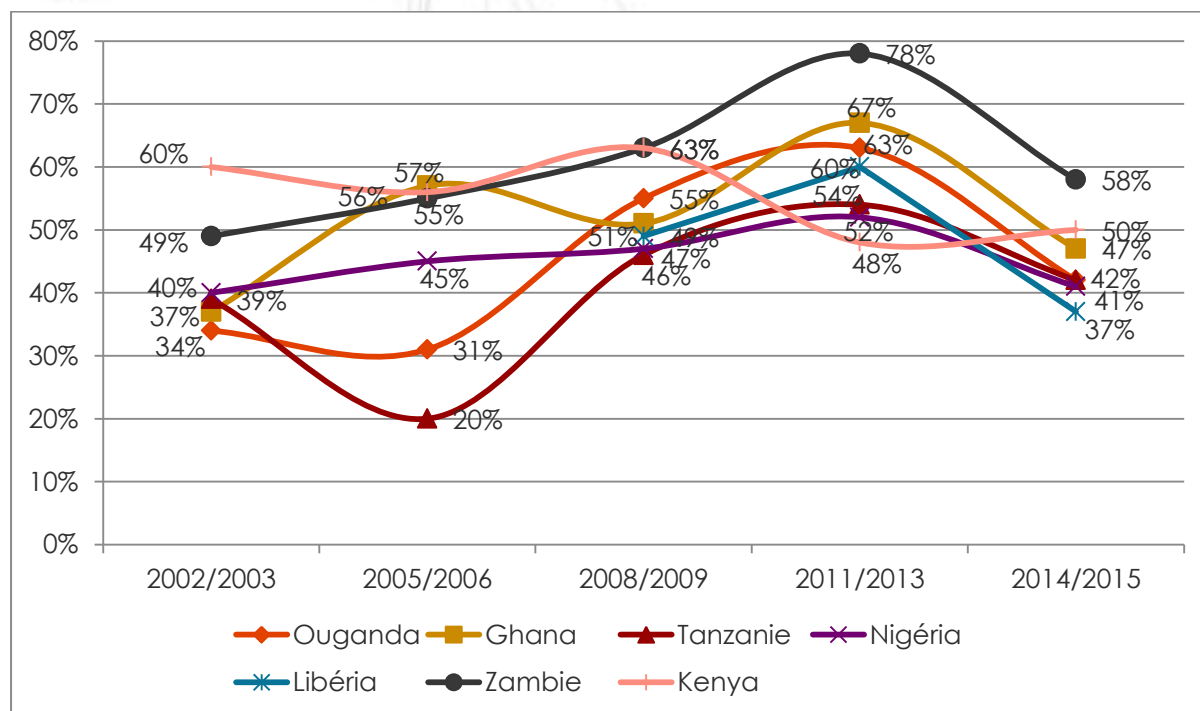
indiquaient que les citoyens ghanéens perdaient la confiance dans le système démocratique. Le pays a connu une baisse drastique de 20 points de pourcentage de la demande populaire de démocratie entre les enquêtes de 2012 et 2014. A l'heure où le présent document est rédigé, une élection nationale programmée pour décembre 2016 constitue un test de stress à la viabilité de la démocratie auparavant prometteuse du pays.

**Figure 12: Demande de démocratie basse et stagnante | 5 pays | 2002-2015**



(% qui demandent la démocratie, c.-à-d. qui préfèrent la démocratie et rejettent tous les trois régimes autoritaires)

**Figure 13: Récent revers de la demande de démocratie | 7 pays | 2002-2015**



(% qui demandent la démocratie, c.-à-d. qui préfèrent la démocratie et rejettent tous les trois régimes autoritaires)

## Comment comprendre la demande de démocratie

Qu'est-ce qui motive la demande de démocratie? Dans cette section, nous nous consacrerons à comprendre les motivations des préférences populaires pour les différents types de régime politique.

Des recherches antérieures nous apprennent que la demande de démocratie en Afrique comporte une composante intrinsèque (Bratton & Mattes, 2001), basée sur l'évaluation de la démocratie comme un ensemble de droits civiques et de procédures politiques. Cette compréhension de la démocratie se trouve parmi les personnes dotées d'aptitudes cognitives acquises à travers l'enseignement conventionnel, l'exposition aux médias d'actualités, et l'implication dans le processus politique.

Cependant, les conceptions populaires de la démocratie comportent également une importante composante instrumentale, selon laquelle la démocratie est comprise comme un système visant à produire des résultats concrets. Les gens demandent la démocratie non seulement pour son mode de fonctionnement mais également pour les avantages qui en découlent. Ces résultats peuvent être soit un ensemble de considérations économiques (tels que la réduction de la pauvreté, des emplois rémunérés, et l'égalité matérielle) ou un ensemble de considérations politiques (y compris l'ordre public, la bonne gouvernance, et une compétition politique libre et transparente).

---

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question, pays, ou période. C'est facile et gratuit au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

Contrairement aux idées largement répandues aujourd'hui, des travaux de recherche indiquent que la disponibilité de considérations politiques joue un rôle plus déterminant dans le façonnement

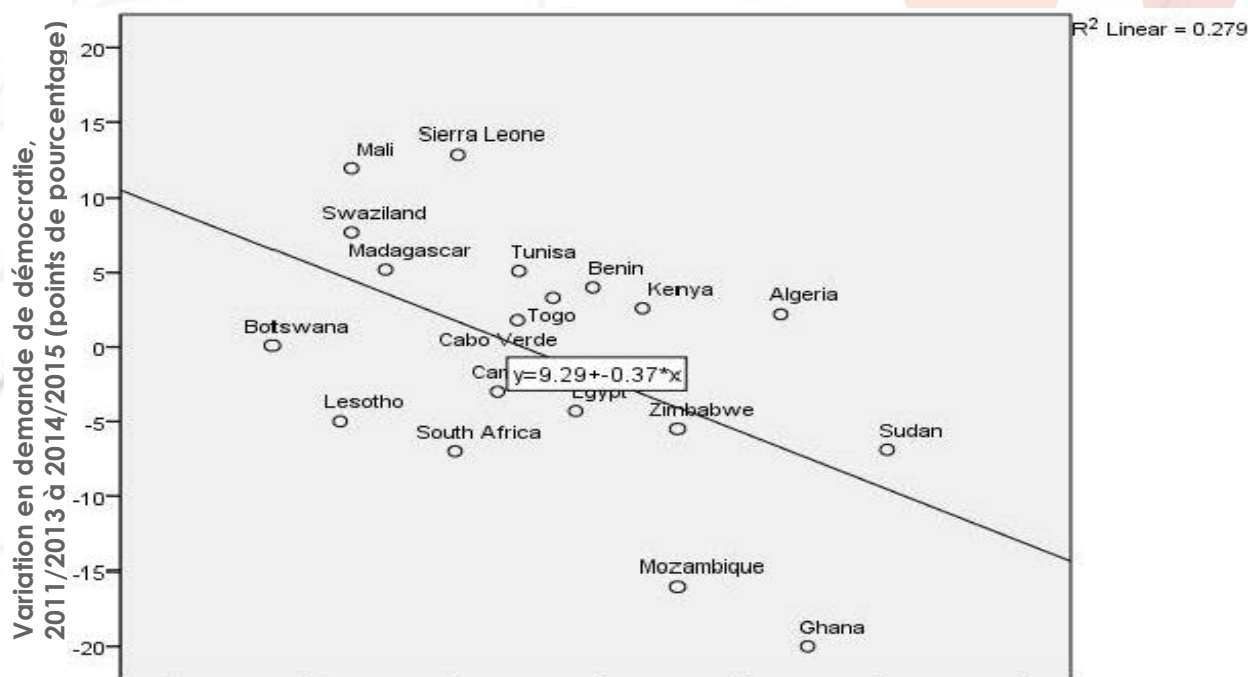
de la demande publique de démocratie que l'offre de considérations économiques (Evans & Whitefield, 1995; Rose, Mishler, & Haerpfer, 1998; Bratton, Mattes, & Gyimah-Boadi, 2005; Mattes & Bratton, 2007). Autrement dit, l'attachement populaire aux normes démocratiques ne nécessite pas un miracle économique; plutôt, l'offre d'une gouvernance réactive et responsable est souvent suffisante.

Dans l'ensemble de considérations politiques, la conduite des élections se démarque comme un déterminant particulièrement important quant à savoir si les gens considèrent la démocratie utile (Bratton & Houessou, 2014; Mattes, Munjani, Liddle, Shi, & Chu, 2015). Une étude a permis de constater que, lorsque deux enquêtes quelconques d'Afrobaromètre sont séparées par des élections à succès que les électeurs considèrent libres et transparentes, la demande de démocratie ainsi que les perceptions de l'offre de démocratie (voir ci-dessous) croissent modestement. Cependant, lorsque les enquêtes sont séparées par de mauvaises élections, la demande et l'offre diminuent, l'impact négatif de mauvaises élections étant beaucoup plus considérable que l'effet positif d'élections à succès (Greenberg & Mattes, 2013). Ainsi, et surtout lorsqu'elles se succèdent, les élections libres et transparentes démontrent aux gens que le système est démocratique et digne de leur soutien; les mauvaises et illégitimes élections ont l'effet inverse.

Des 34 pays que Afrobaromètre a enquêté lors des Rounds 5 (2011/2013) et 6 (2014/2015), 18 ont organisé des élections intermédiaires (entre les deux rounds). La Figure 14 démontre l'impact évident de la qualité de ces élections sur la perception qu'ont les citoyens de leurs démocraties. Sur l'axe X (en bas du graphique) se trouve la proportion des répondants qui considèrent que cette élection intermédiaire était de mauvaise qualité, c.-à-d., « ni libre ni transparente » ou « libre et transparente, mais avec des problèmes majeurs ». Sur l'axe Y (côté gauche du graphique) se trouve les variations en points de pourcentage de la demande de démocratie entre les deux enquêtes. La pente descendante de la ligne de régression suggère que pour une augmentation de 10 points de pourcentage des perceptions négatives de la qualité des élections, la demande de démocratie diminue d'environ 4 points de pourcentage.

**Figure 14: Qualité des élections et variations de la demande de démocratie**

| 18 pays | 2011-2015



**% de ceux qui disent que leur dernière élection n'était « ni libre ni équitable » ou avait « des problèmes majeurs » (dans les pays qui ont conduit une élection entre les enquêtes du Round 5 et Round 6)**

Encore une fois, le Ghana offre un bon exemple. Le président en exercice et candidat à sa propre réélection, John Mahama du National Democratic Congress (NDC), a gagné les élections présidentielles de décembre 2012 au premier tour avec 50.7%. Son principal adversaire, Nana Akufo-Addo du New Patriotic Party (NPP), a prétendu dans un recours à la Cour Suprême que la commission électorale avait tripatouillé les résultats. Ce litige a tenu le pays en haleine pendant les huit mois qu'il a fallu à la cour pour se prononcer en faveur du candidat en exercice. Dans ce processus, les citoyens en sont venus à douter de la qualité des élections, un sentiment qui a probablement directement contribué à la baisse de 20 points de la demande de démocratie au Ghana entre 2012 et 2014.

Etant donné qu'il n'y a pas eu d'élections entre les Rounds 5 et 6 d'enquêtes au Libéria, au Nigéria, en Tanzanie, en Ouganda, et en Zambie, nous devons pousser davantage les recherches pour trouver la raison des récents déclin de la demande populaire. Du point de vue des considérations politiques, plusieurs de ces pays ont connu un *rétrécissement de l'espace politique*. Une forte augmentation de la proportion des gens qui pensaient « toujours » devoir faire attention à ce qu'ils disaient était perceptible en Zambie (de 34% en 2013 à 44% en 2014) et au Nigéria (de 28% en 2013 à 37% en 2015). Et au Libéria et en Zambie, il y a eu d'importants accroissements de la conviction que les partis d'opposition sont « toujours » réduits au silence par le gouvernement (de 7% à 15% et de 7% à 12%, respectivement). Il y avait également une préoccupation grandissante quant à l'impunité de l'élite. En Zambie, le sentiment que le président « ignore toujours les tribunaux et les lois » s'est accru de 8% à 18%, et le sentiment que les fonctionnaires qui commettent des crimes restent « toujours » impunis s'est accru de 14% à 21%.

Nonobstant l'importance des considérations politiques, les considérations économiques contribuent aussi probablement à fournir une explication exhaustive. Tous ces pays (aussi bien que le Ghana) ont connu un recul économique sérieux au cours de cette période

(Rowden, 2015). Les proportions de répondants qui affirment que l'économie nationale s'est détérioré sur la période des 12 derniers mois ont doublé en Zambie (de 22% à 44%) et fortement augmenté au Nigéria (de 37% à 52%) et au Libéria (de 26% à 47%).

## Un modèle d'offre et de demande

De façon globale, des grandes proportions d'Africains semblent vouloir être gouvernés démocratiquement, bien que la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. Et beaucoup sont des démocrates inconstants, exprimant parfois des sentiments pro-démocratiques tout en nourrissant des pensées anti- ou non-démocratiques. Dans cette dernière section, nous étudions si les démocrates engagés (c.-à-d. constants ou « demandeurs ») obtiennent ce qu'ils veulent. Ceux qui demandent la démocratie en sont-ils pourvus?

Aux fins de mesurer l'offre perçue de démocratie, Afrobaromètre combine les réponses des répondants à deux questions de l'enquête:

1. *A votre avis, quel type de démocratie [ce pays] est-il aujourd'hui? Est-ce une démocratie entière, une démocratie avec des problèmes mineurs, une démocratie avec des problèmes majeurs, ou n'est-ce pas une démocratie?*
2. *Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie [dans ce pays]? Etes-vous très satisfait, assez satisfait, pas très satisfait, pas du tout satisfait? (Notez que certains répondants affirment aussi que le pays n'est pas une démocratie).*

Les répondants sont considérés comme percevant une offre de démocratie s'ils 1) affirment que leur pays est soit « une démocratie entière » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » et 2) affirment être « très satisfaits » ou « assez satisfaits » du « fonctionnement de la démocratie ». Le concept de l'offre de démocratie se construit à partir de la combinaison de ces deux indicateurs.

Etant donné qu'un rapport précédent d'Afrobaromètre est consacré aux données portant sur ce concept (Bentley, Han, & Penar, 2015), nous n'explorons l'offre de démocratie de manière aussi détaillée que pour la demande. Il suffit de souligner que – qu'elle soit mesurée à un niveau individuel ou au niveau national, ou comme un aperçu de la situation actuelle ou encore une tendance dans le temps – l'offre perçue de démocratie est en général inférieure à la demande populaire de démocratie.

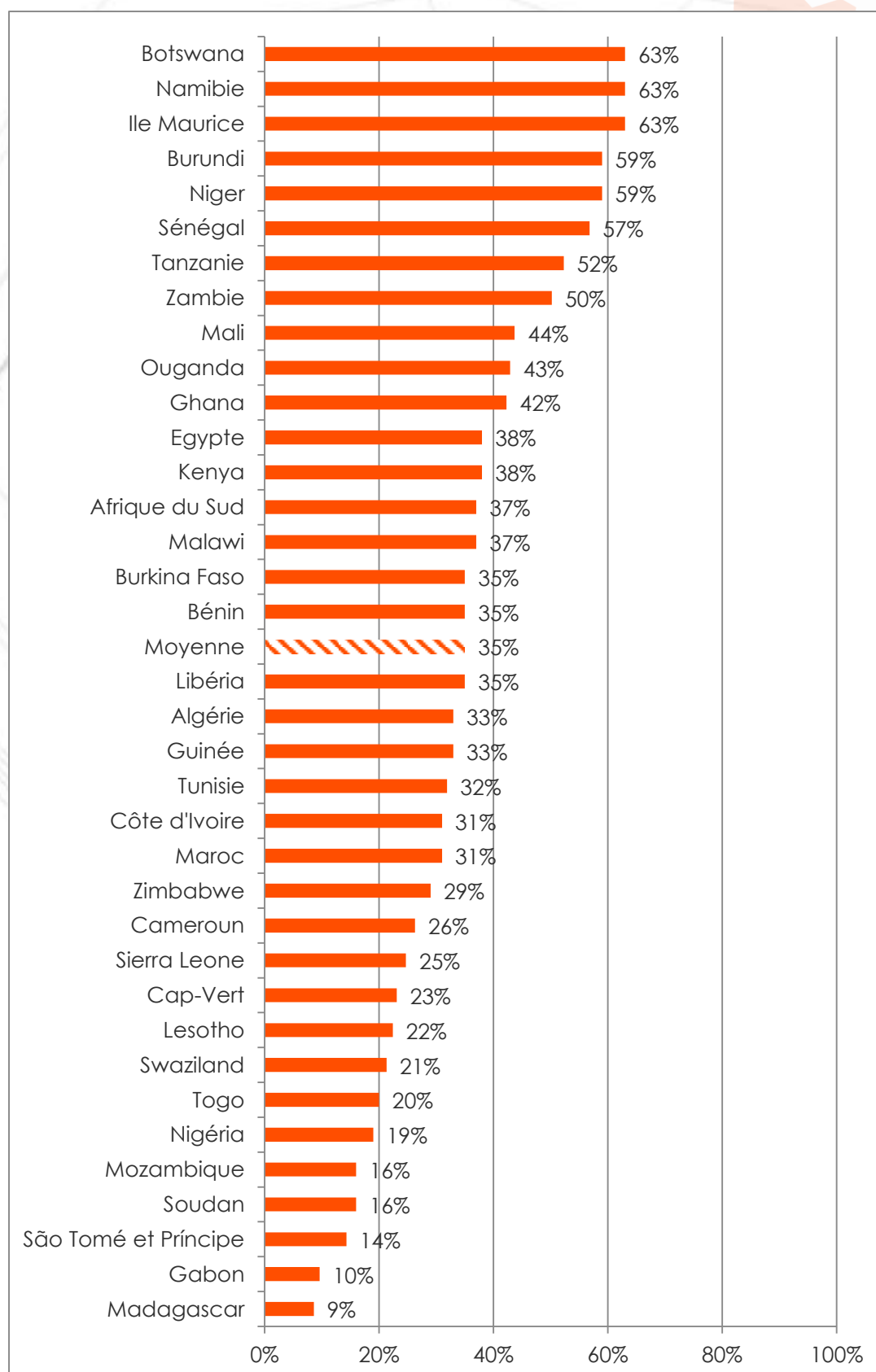
Par exemple, en moyenne pour les 36 pays africains enquêtés lors du Round 6 d'Afrobaromètre (2014/2015), à peine plus d'un tiers des citoyens africains (35%) perçoivent une offre de démocratie de la part des dirigeants en exercice (Figure 15). Cette proportion ne soutient guère la comparaison avec les 43% de citoyens qui demandent la démocratie.

La mise en garde habituelle s'applique quant à la différence d'un pays à l'autre. Plus de six sur dix Botswanais (63%), Namibiens (63%), et Mauriciens (63%) affirment à la fois vivre dans une démocratie et être satisfaits de son fonctionnement. De l'autre côté, l'offre de démocratie est perçue par moins de deux sur dix citoyens au Nigéria (19%), en Mozambique (16%), au Soudan (16%), à São Tomé et Príncipe (14%), au Gabon (10%), et à Madagascar (9%).

Malgré cela, comme le montre la Figure 16, la demande excède l'offre dans 26 des 36 pays.

Les tendances dans le temps de l'offre de la démocratie (et ses deux indicateurs constitutifs) adhèrent maintenant à un modèle familier. Pour les 16 pays dont les données sur plus d'une décennie (2002-2015) sont disponibles, l'offre de démocratie tend d'abord fortement à la hausse mais connaît une descende abrupte après 2012 (Figure 17). Ainsi, tout comme les citoyens africains demandent moins de démocratie au cours des enquêtes d'Afrobaromètre les plus récentes, ils considèrent également que les élites dirigeantes sont moins disposés ou aptes à satisfaire leurs demandes.

Figure 15: Offre perçue de démocratie | 36 pays | 2014/2015



(% qui perçoivent une offre de démocratie, c.-à.-d. qui affirment que leur pays est une « démocratie entière » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » et qu'ils sont « très satisfaits » ou « assez satisfaits » avec le fonctionnement de la démocratie)

Figure 16: Situation des régimes politiques en Afrique: Demande, offre, et consolidation | 36 pays | 2014/2015

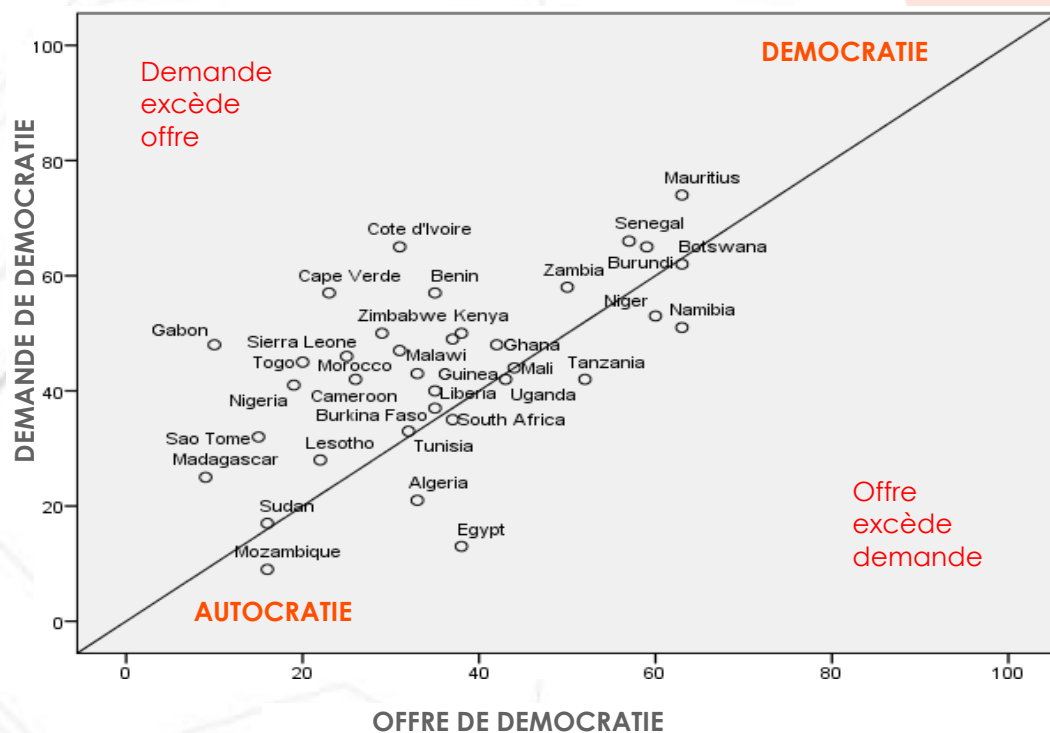
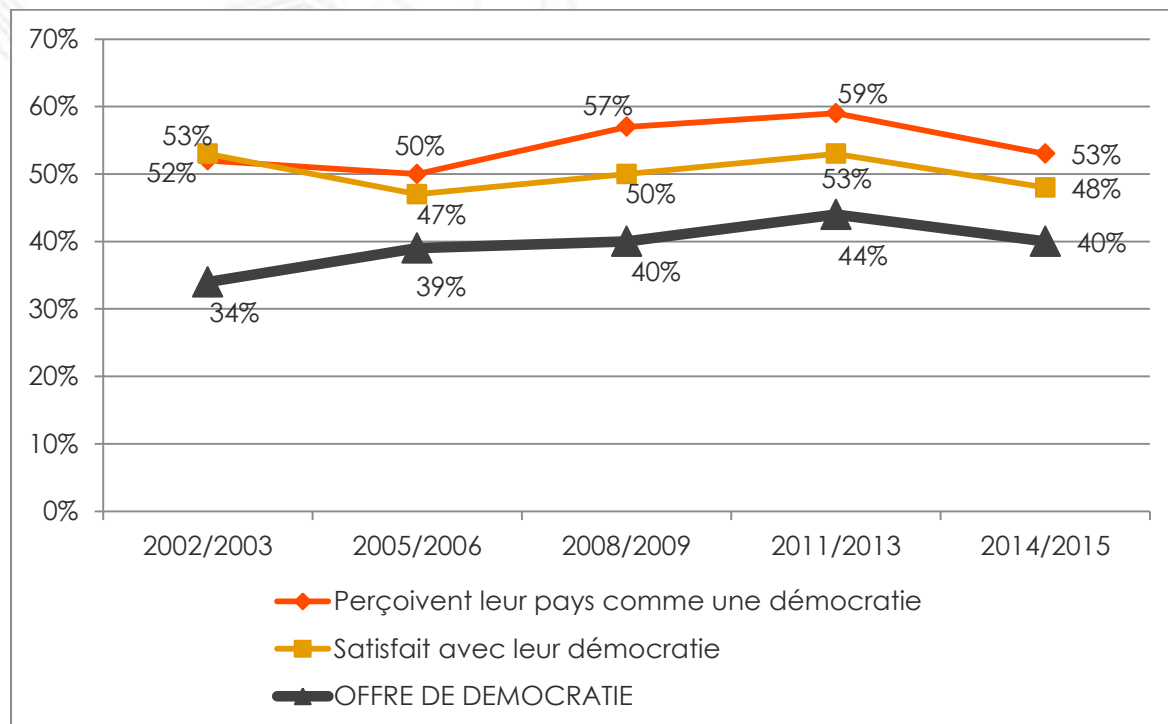


Figure 17: Les Africains pensent-ils vivre dans un environnement démocratique? Tendances moyennes | 16 pays | 2002-2015



Pourcentages:

1) Perçoivent le pays comme une « démocratie entière » ou « une démocratie avec des problèmes mineurs »

2) « Très satisfaits » ou « assez satisfaits » du fonctionnement de la démocratie

3) 1 et 2 à la fois

## Conclusion

Quand bien même les résultats de cette analyse apportent les preuves d'un historique de recul démocratique en Afrique, nous concluons sur deux notes positives qui figurent rarement parmi les titres à la une des médias.

D'abord, le choix d'un point de comparaison pour analyser les tendances peut impacter grandement les résultats. Observez les Figures 10 et 17. A court terme (depuis 2012), les données d'Afrobaromètre semblent suggérer que tant la demande de démocratie que l'offre perçue de démocratie connaissent une régression. Pourtant à plus long terme (depuis 2002), tant la demande que l'offre sont plus élevés qu'auparavant. A ce titre, **les revers récents dans les attitudes démocratiques populaires devraient être perçus dans le contexte plus large des succès qui subsistent généralement sur le long terme.**

Ensuite, l'équilibre entre la demande et l'offre pourrait assez contribuer en fait à de futurs progrès démocratiques. Observez la Figure 16: Dans les 36 pays enquêtés en 2014/2015, la demande excède l'offre dans une majorité claire de pays. Surtout dans des pays comme le Gabon, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, le Bénin, et le Zimbabwe, **les gens demandent beaucoup plus de démocratie qu'ils affirment en obtenir.** Ce déséquilibre en faveur de la demande populaire suggère fortement que les **citoyens de ces pays pourraient continuer à mettre la pression sur leurs dirigeants pour plus de démocratie.**

Ainsi, alors que les découvertes récentes d'Afrobaromètre sur les attitudes publiques envers la démocratie font des mises en garde importantes, elles soulignent également les voies à suivre pour la consolidation de la démocratie en Afrique.

## Références

- Bentley, T., Han, K., & Penar, P. H. (2015). African democracy update: Democratic satisfaction remains elusive for many. *Dépêche No. 45 d'Afrobaromètre*. <http://afrobarometer.org/publications/ad45-african-democracy-day-2015>.
- Bratton, M., & Mattes, R. (2001). Support for democracy in Africa: Intrinsic or instrumental? *British Journal of Political Science*, 31(4), 447-474.
- Bratton, M., Mattes, R., & Gyimah-Boadi, E. (2005). *Public opinion, democracy, and market reform in Africa*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bratton, M., & Houessou, R. (2014). Demand for democracy is rising in Africa, but most political leaders fail to deliver. *Synthèse de Politique No. 11 d'Afrobaromètre*. <http://afrobarometer.org/publications/pp11-demand-democracy-rising-africa-most-political-leaders-fail-deliver>.
- Diamond, Larry. (2015). Facing up to the democratic recession, *Journal of Democracy*, 26(1), 141-155. <http://www.journalofdemocracy.org/article/facing-democratic-recession>.
- Economist. (2013). Poverty: Not always with us. June 1. <http://www.economist.com/news/briefing/21578643-world-has-astonishing-chance-take-billion-people-out-extreme-poverty-2030-not>.
- Evans, G., & Whitefield, S. (1995). The politics and economics of democratic commitment: Support for democracy in transition societies. *British Journal of Political Science*, 25(4), 485-514.
- Greenberg, A., & Mattes, R. (2013). Does the quality of elections affect the consolidation of democracy? Dans M. Bratton (Ed.), *Voting and Democratic Citizenship in Africa*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers, pp. 239-252.
- Human Security Report Project. (2014). The decline in global violence: Reality or myth? [http://www.hsrgroup.org/docs/Publications/HSR2013/HSR\\_2013\\_Press\\_Release.pdf](http://www.hsrgroup.org/docs/Publications/HSR2013/HSR_2013_Press_Release.pdf).
- Mattes, R., & Bratton, M. (2007). Learning democracy in Africa: Performance, awareness and experience. *American Journal of Political Science*, 51(1), 192-217.
- Mattes, R., Munjani, S., Liddle, W., Shi, T., & Chu, Y. H. (2015). Parties, elections, voters and democracy. Dans R. Gunther, P. Beck, P. Magalhaes, & A. Moreno (Eds), *Voting in Old and New Democracies*. Londres: Routledge, pp. 193-229.
- Rose, R., Mishler, W., & Haerpfer, C. (1998). *Democracy and its alternatives: Understanding post-communist societies*. Baltimore, MA: Johns Hopkins University Press.
- Rowden, R. (2015). Africa's boom is over. *Foreign Policy*. <http://foreignpolicy.com/2015/12/31/africas-boom-is-over/>.



## Annexe

Tableau A.1: Dates du Round 6 et des enquêtes précédentes d'Afrobaromètre


| Pays                 | Travaux de terrain du Round 6 | Enquêtes précédentes         |
|----------------------|-------------------------------|------------------------------|
| Afrique du Sud       | Août-septembre 2015           | 2000, 2002, 2006, 2008, 2011 |
| Algérie              | Mai-juin 2015                 | 2013                         |
| Benin                | Mai-juin 2014                 | 2005, 2008, 2011             |
| Botswana             | Juin-juillet 2014             | 1999, 2003, 2005, 2008, 2012 |
| Burkina Faso         | Avril-mai 2015                | 2008, 2012                   |
| Burundi              | Septembre-octobre 2014        | 2012                         |
| Cameroun             | Janvier-février 2015          | 2013                         |
| Cap-Vert             | Novembre-décembre 2014        | 2002, 2005, 2008, 2011       |
| Côte d'Ivoire        | Août-septembre 2014           | 2013                         |
| Egypte               | Juin-juillet 2015             | 2013                         |
| Gabon                | Septembre 2015                | N/A                          |
| Ghana                | Mai-juin 2014                 | 1999, 2002, 2005, 2008, 2012 |
| Guinée               | Mars-avril 2015               | 2013                         |
| Ile Maurice          | Juin-juillet 2014             | 2012                         |
| Kenya                | Novembre-décembre 2014        | 2003, 2005, 2008, 2011       |
| Lesotho              | Mai 2014                      | 2000, 2003, 2005, 2008, 2012 |
| Libéria              | Mai 2015                      | 2008, 2012                   |
| Madagascar           | Décembre 2015-janvier 2015    | 2005, 2008, 2013             |
| Malawi               | Mars-avril 2014               | 1999, 2003, 2005, 2008, 2012 |
| Mali                 | Décembre 2014                 | 2001, 2002, 2005, 2008, 2013 |
| Maroc                | Novembre 2015                 | 2013                         |
| Mozambique           | Juin-août 2015                | 2002, 2005, 2008, 2012       |
| Namibie              | Août-septembre 2014           | 1999, 2003, 2006, 2008, 2012 |
| Niger                | Avril 2015                    | 2013                         |
| Nigéria              | Décembre 2014-janvier 2015    | 2000, 2003, 2005, 2008, 2013 |
| Ouganda              | Mai 2015                      | 2000, 2002, 2005, 2008, 2012 |
| São Tomé et Príncipe | Juillet-août 2015             | N/A                          |
| Sénégal              | Novembre-décembre 2014        | 2002, 2005, 2008, 2013       |
| Sierra Leone         | Mai-juin 2015                 | 2012                         |
| Soudan               | Juin 2015                     | 2013                         |
| Swaziland            | Avril 2015                    | 2013                         |



| Pays     | Travaux de terrain du Round 6 | Enquêtes précédentes         |
|----------|-------------------------------|------------------------------|
| Tanzanie | Août-novembre 2014            | 2001, 2003, 2005, 2008, 2012 |
| Togo     | Octobre 2014                  | 2012                         |
| Tunisie  | Avril-mai 2015                | 2013                         |
| Zambie   | Octobre 2014                  | 1999, 2003, 2005, 2009, 2013 |
| Zimbabwe | Novembre 2014                 | 1999, 2004, 2005, 2009, 2012 |

## Autres rapports globaux au titre du Round 6

- **Par où commencer? Concilier les ODDs avec les priorités des citoyens.** Bentley, T., Olapade, M., Wambua, P., & Charron, N. (2015). Dépêche No. 67 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad67-par-ou-commencer-concilier-les-objectifs-de-developpement-durable-et-les-priorites>.
- **Malgré un certain progrès, les infrastructures de base demeurent un défi en Afrique.** Mitullah, W. V., Samson, R., Wambua, M. De P., & Balongo, S. (2016). Dépêche No. 67 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad69-malgre-un-certain-progres-les-infrastructures-de-base-demeurent-un-defi-en-afrique>.
- **Dividende de la croissance en Afrique? La pauvreté vécue décroît en Afrique.** Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Synthèse de Politique d'Afrobaromètre No. 29. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/pp29-dividende-de-la-croissance-la-pauvrete-vecue-decroit-en-afrique>.
- **Bons voisins? Les Africains démontrent un sens élevé de la tolérance envers beaucoup, mais pas tous.** (2016). Dépêche No. 74 d'Afrobaromètre. Disponible à [http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%AAtes/ab\\_r6\\_dispatchno74\\_tolerance\\_en\\_afrique\\_fre1.pdf](http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%AAtes/ab_r6_dispatchno74_tolerance_en_afrique_fre1.pdf).
- **Hors réseau ou « marche-arrêt »: La majorité des Africains manquent d'électricité fiable.** Dépêche No. 75 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad75-hors-reseau-ou-marche-arret-la-majorite-des-africains-manquent-delectricite-fiable>.
- **Manque d'eau propre, d'assainissement favorise l'insatisfaction avec les performances gouvernementales.** (2016). Dépêche No. 76. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad76-manque-deau-propre-dassainissement-favorise-linsatisfaction-avec-les-performances>.
- **En dépit des progrès, les soins de santé demeurent une haute priorité des Africains.** Synthèse de Politique No. 31 d'Afrobaromètre. Disponible à [http://afrobarometer.org/fr/publications/pp31-sante\\_demeure\\_priorite\\_en\\_afrique](http://afrobarometer.org/fr/publications/pp31-sante_demeure_priorite_en_afrique).
- **Le soutien franc du public à leur rôle de « veilleur » conforte les médias africains sous attaque.** Dépêche No. 85 d'Afrobaromètre. Disponible à [http://afrobarometer.org/fr/publications/ad85\\_medias\\_en\\_afrique\\_afrobarometre\\_2016](http://afrobarometer.org/fr/publications/ad85_medias_en_afrique_afrobarometre_2016).
- **Intégration régionale en Afrique: Un soutien public plus ferme pourrait-il transformer les discours en actes?** Dépêche No. 91 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad91-integration-regionale-en-afrique-un-soutien-public-plus-ferme-pourrait-il>.
- **Moins d'engagement, moins d'autonomisation? La participation politique est à la traîne chez les jeunes d'Afrique.** Synthèse de Politique No. 34 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/pp34-moins-dengagement-moins-dautonomisation-la-participation-politique-est-la-traine>.
- **Des institutions dignes de confiance impactent-elles le développement en Afrique?** Dépêche No. 112 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad112-des-institutions-dignes-de-confiance-impactent-elles-le-developpement-en-afrique>.
- **La gestion des élections en Afrique: Qualité des processus, confiance publique sont des questions centrales.** Synthèse de Politique No. 35 d'Afrobaromètre. <http://afrobarometer.org/fr/publications/pp35-la-gestion-des-%C3%A9lections-en-afrique>.

- 
- **Performance des députés et conseillers locaux: Au service des électeurs ou de leurs propres intérêts?** Dépêche No. 115 d'Afrobaromètre. <http://www.afrobarometer.org/fr/publications/ad115-performance-des-deputes-et-conseillers-locaux-au-service-des-electeurs-ou-de>.
  - **La présence accrue de la Chine en Afrique attire des appréciations largement positives.** Dépêche No. 122 d'Afrobaromètre. <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad122-la-presence-accrue-de-la-chine-en-afrique-attire-des-appreciations-largement>.

# AFRO



## BAROMÈTRE

DONNER UNE VOIX AU PEUPLE



**Robert Mattes** est professeur au sein du Département des Etudes Politiques et directeur de l'Unité de Recherche sur la Démocratie en Afrique au Centre de Recherches en Sciences Sociales de l'Université de Cape Town.

**Michael Bratton** est Professeur Eminent d'Université en sciences politiques et études africaines à Michigan State University et conseiller senior à Afrobaromètre. Avec Robert Mattes et E. Gyimah-Boadi, il est co-fondateur d' Afrobaromètre.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par des spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Center for Democratic Development (CDD) au Ghana, l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) à l'University of Nairobi au Kenya, et l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent une assistance technique au réseau.

Les Rounds 5 et 6 d' Afrobaromètre ont reçu le soutien financier du Département britannique pour le développement international (DFID), de la Fondation Mo Ibrahim, de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), et de la Banque Mondiale.

Les dons contribuent à faire d' Afrobaromètre le porte-voix des citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contactez Aba Kittoe ([akittoe@afrobarometer.org](mailto:akittoe@afrobarometer.org)) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos rapports globaux avec le mot clé #VoicesAfrica sur Twitter et Facebook.

**Photo de couverture:** Lindsay Mgbor/DFID - UK Department for International Development [CC BY 2.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/2.0>)], via Wikimedia Commons.

**Dessin graphique:** Soapbox, [www.soapbox.co.uk](http://www.soapbox.co.uk)

Contact: [robert.mattes@uct.ac.za](mailto:robert.mattes@uct.ac.za)